10 septembre 1969, Québec

Dîner offert aux délégués de l'Institut international de droit d'expression française

Monsieur le Président,

Messieurs les ministres de la Justice,

Mesdames et messieurs de l'Institut International de droit d'expression française,

Je suis très heureux de vous souhaiter la bienvenue dans cette ville de Québec qui est depuis plus de trois siècles et demi et qui entend bien demeurer le cœur du Canada français. Ainsi que vous avez pu le constater, Québec est une ville en pleine transformation, en plein devenir. De vastes quartiers ont été démolis pour faire place à des voies rapides et à de nouveaux complexes administratifs, commerciaux ou résidentiels,

Dans tous ces travaux, nous essayons de concilier le respect du passé avec les exigences de la vie contemporaine. La vieille cité de Champlain veut être fidèle à son héritage. Elle veut rester la plus française des villes de ce continent. D'autre part, elle ne doit pas craindre de faire appel aux conceptions les plus audacieuses de la science et de la technique pour remplir efficacement son rôle comme capitale d'un État de l'Amérique du Nord en cette seconde moitié du vingtième siècle. Et ce n'est pas toujours facile, il faut bien l'admettre, de rassembler ainsi en une synthèse harmonieuse les valeurs anciennes et les valeurs nouvelles.

Ce qui est difficile sur le plan de l'architecture et de l'urbanisme ne l'est pas moins, il va sans dire, sur le plan du droit. Au Québec, nous avons toujours considéré notre droit français comme l'un des éléments les plus précieux de notre héritage culturel. Il est, avec la langue, l'un des traits essentiels de notre personnalité collective et nous ne saurions y renoncer sans cesser d'être nous-mêmes.

D'autre part, le droit est, comme la langue encore, une matière vivante; il se modifie forcément avec les rapports sociaux qu'il a mission d'ordonner. Il doit donc évoluer pour survivre. D'où le problème qui se pose à nous comme il se pose sans doute aux autres communautés francophones: comment adapter notre droit français aux réalités nouvelles, sans du même coup le vider de sa substance, de sa richesse, de son génie propre.

Nous sommes persuadés que les rencontres et les discussions inaugurées il y a déjà cinq ans par l'Institut International de Droit d'Expression française nous aideront à résoudre cette difficile équation. Sans compter qu'on y trouve également une autre manifestation tangible de l'amitié et de la solidarité qui unissent les peuples francophones du monde.

Je tiens à vous dire aussi combien nous sommes touchés par la présence ici de l'illustre président de votre Institut, M. René Cassin. Parce qu'il est à la fois un très grand juriste et un prix Nobel de la paix, il est en quelque sorte la démonstration vivante des rapports extrêmement intimes qui existent entre le droit et l'édification d'une paix véritable.

La tenue au Canada de ce quatrième congrès de l'IDEF va nous encourager à poursuivre avec un élan nouveau et des lumières nouvelles la révision en profondeur de nos principales

institutions juridiques. Depuis quelques années déjà, nous avons entrepris de repenser notre droit civil en fonction des besoins particuliers de notre temps et de notre milieu. De plus, une commission d'enquête sur l'administration de la justice en matière pénale et criminelle est à compléter son rapport final après deux années d'études et de consultations.

Dans une de ses lettres ouvertes à la Justice, Me Maurice Garçon écrivait ceci: « Madame, il n'est question depuis quelque temps que de votre santé. Les bulletins qu'on publie à votre propos sont bien inquiétants. On repère communément que vous avez tant vieilli et que vous êtes si branlante, qu'à grande, peine vous vous tenez encore debout. Déjà on parle de vous au passé, comme si vous étiez défunte et les mieux intentionnés ne cherchent que le moyen de vous faire subir une cure de rajeunissement ».

Comme vous pouvez vous en rendre compte, ces préoccupations qu'exprimait avec sa verve coutumière, et sous une forme un peu caricaturale, Me Maurice Garçon sont assez voisines de celles qui ont cours au Québec. Nous aussi, nous procédons aux révisions déchirantes que nous impose l'évolution rapide de notre société. Nous aussi, nous sommes à la recherche d'un difficile équilibre entre l'autorité et la liberté, entre les droits de la collectivité et ceux des citoyens. Nous aussi, nous voulons que la justice soit plus humaine et plus accessible.

Il est extrêmement heureux que nous puissions, grâce à votre Institut, comparer nos expériences et travailler ensemble à la solution de problèmes qui, d'un pays francophone à l'autre, ne se posent pas d'une façon tellement différente.

Je vous souhaite donc le plus retentissant succès dans vos travaux. Puissiez-vous prolonger suffisamment votre séjour parmi nous pour voir le Québec et sa capitale dans leur parure d'automne, ce qui vous donnera sans aucun doute le goût d'y revenir souvent.